

Retraites : Reconquête pour une reforme mais contre la violence de l'exécutif



Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 01 février 2023

Source [Boulevard Voltaire] : Ce jeudi 26 janvier sur [BFM](#), Marion Maréchal maintient et acte une divergence de vue entre [Reconquête](#) et le RN. « *Nous sommes en désaccord avec la ligne officielle du [Rassemblement national](#) sur ce sujet. Cela ne veut pas dire qu'il y n'a pas de points de convergence sur d'autres domaines mais là en l'occurrence sur la retraite il y a un désaccord* ».

Dans ce duel « *fratricide* », on peut désormais acter une nouvelle divergence de taille : celle des retraites. « *Si vous avez vibré au grand meeting du Trocadéro (...), adhérez à [Reconquête](#) ! (...)* Nous sommes le seul parti anti-socialiste de France », avait lancé le vice-président du parti [Guillaume Peltier](#) lors du meeting anniversaire de la formation politique présidée par Eric Zemmour. Déjà à l'époque, en décembre dernier, le RN et R ! divergeaient en matière d'approche. Là où le parti de l'ancien journaliste tançait l'assistanat et la politique de la prime portée par [Emmanuel Macron](#), le RN votait à l'Assemblée tout ce qui pouvait remettre un centime dans la poche des Français.

Avec la [réforme des retraites](#) portée par le gouvernement d'Elisabeth Borne et le durcissement de ton de l'Exécutif dans les négociations, le RN a fait passer un message clair : ses députés s'opposent à ce texte et assument de vouloir l'abroger. Ils assument aussi de supporter le coût d'un éventuel déficit de notre système de retraite estimé à [10 milliards](#) par an, confie à BV le député Thomas Ménagé, en charge des retraites au sein du groupe RN. Lors du [débat](#) qui l'opposait au porte-parole du gouvernement Olivier Véran et à la patronne du groupe LFI à l'Assemblée Nationale Mathilde Panot, le président du RN Jordan Bardella a vivement critiqué le projet du gouvernement, qui compte repousser l'âge légal de départ de la retraite à 64 ans. Il a aussi dénoncé "le cynisme" de l'Exécutif, affirmant que « *de nombreux Français, en particulier les jeunes, seront pénalisés par la réforme* ».

"Une réforme nécessaire"

De son côté, la vice-présidente de [Reconquête](#) et hypothétique tête de liste aux élections européennes de 2024 a pour sa part estimé sur BFM TV « *qu'une réforme était nécessaire* ». L'ancienne députée du Vaucluse a poursuivi : " *Il y a un déséquilibre dans le système actuel, mais à l'issue de la mise en place de cette réforme, il n'est absolument pas garanti qu'il y ait une augmentation générale du nombre d'actifs.*" En d'autres termes, oui sur l'esprit mais non sur les modalités. Car Eric Zemmour avait dans sa campagne présidentielle avancé une réforme repoussant l'âge de la retraite à 64 ans. Sur cet âge, Elisabeth Borne a déclaré qu'elle ne voulait plus négocier.

Alors, la Macronie a-t-elle trouvé un allié ? Regrette-t-elle que la formation politique d'Eric Zemmour ne dispose d'aucun siège à l'Assemblée Nationale pour voter cette réforme ? N'allons pas aussi loin. Marion Maréchal tempère son propos en déclarant « *comprendre l'exaspération des Français* ». Face au journaliste de BFM TV, elle déclare que les Français ont l'impression « *d'être les premiers à être sollicités pour travailler mais en parallèle on ne voit pas d'effort particulier de l'État contre la fraude, le gaspillage bureaucratique et le dumping social* ». En d'autres termes, elle déplore une demande d'efforts sans contrepartie de la part de l'exécutif.

Retrouver l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)

01/02/2023 01:00